

LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Edité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 504 - 19 octobre 1989 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

- | | | | |
|------------------------------------|---|-------------------------------|---|
| • Révolution | 2 | • Actualités départementales | 6 |
| • Laïcité en débat | | • Environnement | 7 |
| • Commémoration 3 de Châteaubriant | | • Victoires pour les libertés | 8 |
| • SMIC à 6 500 F | 4 | • Les impôts | |

LES CHANTIERS DANS LA LUTTE UNIE

Le dernier éditorial des « Nouvelles » précisait que l'action unie résolue contraindrait la Direction des Chantiers de l'Atlantique à s'asseoir à la table des négociations. Il avait vu juste.

Bien sûr, on est encore loin du compte, l'énorme multinationale GEC/Alsthom bien adossée à la politique d'austérité du gouvernement n'est pas la première venue et il faudra encore pousser très fort. Mais déjà l'extraordinaire combativité des travailleurs, à nouveau dans l'action après la grande grève de l'été 88, a marqué des points.

Sous l'impulsion de la C.G.T., c'est en cours d'assemblées générales qu'ils ont élaboré eux-mêmes leur plate-forme revendicative et les enseignements que l'on peut en tirer sont au moins de trois ordres :

— Avec l'augmentation de 1 500 F par mois pour tous, la défense et l'amélioration du statut, et la pré-retraite à 55 ans, ce sont des revendications de haut niveau qu'ils ont mises en avant.

— Cette stratégie permet un rassemblement très large avec pour la première fois depuis de nombreuses années la participation très importante de l'encadrement qu'il convient d'analyser avec tous les prolongements que cela implique.

— L'union ainsi réalisée sur le terrain met chaque organisation syndicale devant ses responsabilités sans autre marge de manœuvre que la volonté des travailleurs elles-mêmes.

Il ne faudrait surtout pas croire pour autant que tout est facile. Absolument pas. Cette pratique nécessite un effort considérable pour susciter le débat, prendre des initiatives et veiller à ce que les analyses et propositions de classe soient présentes en permanence.

La Direction des Chantiers a bien senti le danger. C'est pourquoi, elle cherche par quels moyens elle pourrait faire dévier l'action sur d'autres terrains que les revendications déposées.

Dans cette lutte engagée, le Parti Communiste a toute sa place et déjà chacun comprend mieux aux Chantiers la portée de la proposition du SMIC à 6 500 F pour le pouvoir d'achat de tous.

Alors, allons-y partout ! L'heure est à l'action offensive et large pour gagner.

René MAGRE.

DÉMOCRATISER NOTRE ENSEIGNEMENT

Alfred SOREL, directeur de la revue « L'ECOLE ET LA NATION », a participé au débat sur « LA LAÏCITÉ » à Saint-Nazaire. Il donne ici son point de vue sur les enjeux de notre époque.



Alfred Sorel, à gauche, en compagnie de Michel Gouty et de Jean-Louis Le Corre.

Si la notion de laïcité est le plus souvent associée aux lois fondatrices de l'école publique, n'oublions pas qu'elle est dans le droit-fil de l'héritage du siècle des Lumières. Sans doute les dirigeants de la III^e République ont-ils, en cette fin du XIX^e siècle, le souci de répondre aux demandes de qualification du capitalisme en plein essor. Reste que la création de l'école laïque, gratuite et obligatoire repose sur l'idée d'un savoir transmissible à tous et sur la nécessité de faire reculer le système totalitaire que représente à l'époque l'Eglise catholique liée à la monarchie.

Faire aujourd'hui fructifier cet acquis typiquement français c'est s'engager résolument contre les inégalités et notamment les inégalités devant le savoir.

Quand je lis dans une publication du Ministère qu'en sept ans les effectifs de nos lycées ont cru de 30 %, mais que pour cette même période, cette croissance n'a en rien modifié la profonde inégalité dans l'origine sociale des élèves — moins de 25 % des enfants d'ouvriers non qualifiés atteignent les classes terminales pour 80 % des enfants de cadres supérieurs et de professions libérales — je considère que notre

système éducatif, parce qu'il est inégalitaire, met en cause le développement de la France : où puiser pour atteindre l'objectif national de 80 % au bac, sinon dans les couches sociales aujourd'hui écartées de ce niveau de qualification ?

Démocratiser notre enseignement est une exigence de justice. C'est en même temps la condition d'efficacité pour le développement économique, social et culturel du pays.

En ce sens, c'est bien un enjeu de civilisation.

Alfred SOREL.

22 OCTOBRE - COMMÉMORATION DES FUSILADES DE CHÂTEAUBRIANT

L'INSURRECTION DE MARS 1793 EN LOIRE-INFÉRIEURE (V)

Par Pierre MAHÉ

DES MESURES DRACONIENNES

Au printemps 1793, la République était en danger. La chute de la royauté, l'exécution du roi le 21 janvier 1793 dressent, contre la République proclamée le 21 septembre 1792, presque tous les souverains de l'Europe.

Les soulèvements de la Vendée et des Chouans, quels qu'en soient les causes, sont d'une gravité extrême parce qu'ils mettent en péril la République naissante.

Ces soulèvements sont-ils dus, comme certains historiens l'affirment, à un complot des nobles ou à un complot des prêtres ?

S'il est vrai que le complot de la Rouerie avait des ramifications dans notre région avec Thomas de Caradec (à La Roche-Bernard), Guériff de Lanouan (à St-Nazaire), force est de constater qu'un tel complot n'avait pas suffisam-

ment d'assise populaire pour être à l'origine de la révolte. Quant aux prêtres réfractaires camouflés dans certaines communes, ils peuvent verser de l'huile sur le feu, attiser la haine des paysans contre la République, mais non susciter et organiser le soulèvement.

L'insurrection est davantage un mouvement paysan "spontané", brutal, anti-bourgeois et anti-urbain.

Mais très rapidement nobles et prêtres vont transformer cette révolte paysanne en mouvement royaliste et clérical : « Pour Dieu et le Roi ». C'est aussi au nom du roi et du régent du royaume que Thomas de Caradec et Guériff de Lanouan s'emparent de Guérande et du Croisic en mars 1793.

Pour essayer d'étouffer cette insurrection, la Convention va prendre des mesures draconiennes. Elle décrète le 19 mars la peine de mort con-

tre les rebelles pris les armes à la main et la confiscation de leurs biens.

Le 19 janvier 1794, Turreau, commandant en chef de l'armée de l'Ouest, lance douze colonnes mobiles de soldats contre les Vendéens. « *Tous les brigands qui seront trouvés les armes à la main ou convaincus de les avoir prises seront passés au fil de la baïonnette. On agira de même avec les femmes, filles et enfants qui seront dans ce cas... Tous les villages, métairies, bois, genêts et généralement tout ce qui peut être brûlé, sera livré aux flammes* ».

Aux incendies, massacres, vols, viols, pillages, carnages, etc... des révoltés, répondent les villages livrés aux flammes, les exactions de toutes sortes des troupes républicaines, des Bleus.

Nous ne saurions cependant tenir la balance égale entre les bleus et les blancs,

même si les colonnes mobiles républicaines (appelées colonnes "infernales" par les historiens réactionnaires) ont été aussi brutales, pillardes et sanguinaires que les bandes vendéennes. Car par rapport au régime féodal, à la royauté absolue, la Révolution française de 1789, fille des Encyclopédistes, qui abolit les privilèges des nobles et du clergé, donne au monde la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, brise le cadre féodal qui freine le développement industriel, est un réel progrès.

Jaurès écrira : « *Combattre la bourgeoisie au profit de l'avenir est révolutionnaire. La combattre au profit du passé est réactionnaire* ». Le mouvement vendéen, puis chouan, qui se bat pour « Dieu et le Roi », pour le retour au régime d'autrefois est bien sans avenir, sans grandeur, réactionnaire et à contre-courant de l'histoire.

EN PASSANT PAR LA RUE DES ARTS

Depuis le 17 septembre, notre amie Gisèle Le Bigot expose 16 tableaux intitulés « Mes jardins » où se mêlent aquarelles, gouaches, acrylique.

Cette exposition de notre amie, qui a déjà été honorée de plusieurs prix dont celui de la ville d'Angers et de la ville de La Baule, est une nouvelle affirmation de la persévérance de son travail et de son talent.

Le caractère de l'artiste chaleureux, sensible, se confond dans sa peinture, dans le mélange harmonieux des couleurs des jardins fleuris du printemps à l'automne naissante, dans la douceur des aquarelles, à la forte personnalité des gouaches et de l'acrylique.

Le détail, le blanc, le mauve, le rouge d'une fleur, d'une cascade, la perspective du tableau font apparaître le trait d'un grand peintre.

Si vous passez par la rue de la Paix de St-Nazaire, arrêtez-vous au restaurant « Le Sabayon » pour admirer « Les Jardins de Gisèle », vous y serez fort aimablement accueilli par M. et Mme Geffray et si vous avez la chance de la présence de l'artiste à l'occasion de votre passage ce sera un enrichissement.

Ce jour-là, vous aimerez la rue des Arts.

LAÏCITÉ EN DÉBAT

Le débat qui a ouvert la fête de la laïcité à Saint-Nazaire a été suivi par un auditoire nombreux et attentif.

La diversité des intervenants ne fut sans doute pas étrangère à cette attention.

Si les échanges furent à la fois cordiaux et vifs, à l'image des interrogations qui surgissent de l'actualité et des différentes réponses qui y sont apportées.

Un manque toutefois : c'est sans doute la possibilité d'y associer l'assistance, d'autant que de nombreuses réponses pouvaient susciter interrogations et discussions.

On s'étonna, présentateur et certains intervenants, par exemple, de « l'atonie actuelle du débat d'idées ».

Le maire socialiste de Saint-Nazaire crut devoir dénoncer la « dictature de l'argent-roi » en même temps que le « pouvoir excessif des médias ». Mais enfin, pour qui n'est pas complètement amnésique, et sur un seul

exemple qui associe les deux problèmes, qui a donc vendu la Cinq à Berlusconi et ouvert ainsi la voie à la privatisation de TF1 ? Et peut-on également s'étonner du « recul du militantisme » en incriminant uniquement l'« individualisme », en une culpabilisation un peu trop facile des individus qui fait totalement l'impasse sur le poids des déceptions et des désillusions accumulées depuis 1982-83 ?

Alfred Sorel souligna, quant à lui, à titre d'exemple, et sur le strict problème de la laïcité, qu'un sujet s'offre pourtant tout naturellement à un vaste débat national : celui des moyens nécessaires à l'école publique pour assurer l'objectif des 80 % des classes d'âges jusqu'au bac, en prenant sur les crédits du surarmement.

Le thème central retenu, « Europe et laïcité », pouvait aussi prêter à une double réduction sur l'Europe, d'abord, et sur la laïcité, ensuite, écueil qui ne fut pas toujours évité par les orateurs.

Sur la laïcité, une conception "archaïque" et obsolète la réduit, trop souvent encore, à la seule préoccupation de la neutralité religieuse de l'enseignement, donc à la traditionnelle défense de l'École publique, alors qu'une conception résolument moderne se fonde, au contraire, sur la défense plus large de la tolérance, du pluralisme, prenant en compte la diversité des opinions, la nécessité de l'esprit critique et du libre examen (et pas seulement de la Bible, M. le Pasteur Coester !...).

Quant à l'Europe, ce ne peut plus être, ni celle, chaque jour plus mythique, de Yalta, ni la « petite Europe » de la C.E.E., mais celle des accords d'Helsinki, ou celle de « l'Atlantique à l'Oural » comme le disait De Gaulle.

Or, quel est donc le risque majeur concernant les rapports entre laïcité et la petite Europe occidentale actuelle ? Celui que s'y instaure un **seuil minimum de laïcité**, tout

comme on s'y oriente déjà vers un **socle social européen minimum**, avec un nivellement par le bas sur les pays les moins avancés à cet égard. Dans ces conditions nous irions, sans nul doute, vers un déficit de laïcité en Europe, et vers son recul en France.

A quand, par exemple, la mise en cause de la séparation des églises et de l'Etat, ou la généralisation européenne des « interdits professionnels » de l'Allemagne de l'Ouest qui, depuis 1971, ont frappé pour « non-fidélité à la constitution », plus de 10 000 fonctionnaires, qui ont été chassés de leur emploi parce qu'ils figuraient sur les listes électorales du parti communiste allemand (D.K.P.) ou simplement parce qu'ils en étaient membres ?

De vastes chantiers, et de nouveaux combats s'ouvrent donc pour une laïcité moderne, en France et en Europe. Ce n'est pourtant pas ce que ce débat de St-Nazaire a suffisamment montré.

J.-Y. M.

LAÏCITÉ ET SECTARISME

M. Philippe Bodard, l'ancien organisateur de la Fête de la Laïcité de Saint-Nazaire, n'est pas content du tout. Au lendemain de la Fête 1989, il s'en prend aux "caciques" du P.S. et aux communistes. Des élus communistes sont présents, dont le maire de Trignac, alors c'est le « pack de Trignac » qui, selon lui, fait son entrée. Alfred Sorel, directeur de la revue communiste « L'École et la Nation », est invité au débat, Philippe Bodard s'en offusque. Quant à la partie artistique, il reproche à Isabelle Aubret d'être une « des habitués des fêtes du Parti », décochant au passage des flèches à Francis Lemarque et à Mouloudji.

Voilà une attitude bien particulière de traiter de la laïcité. Laïcité ne rime pas avec exclusion et sectarisme.

M. Philippe Bodard semble l'ignorer.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITÉ »
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.48.56.36
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAudeau
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52 987

DIMANCHE 22 OCTOBRE 1989

48^e ANNIVERSAIRE DES FUSILADES DE CHÂTEAUBRIANT



- 9 h : Accueil des personnalités à l'Hôtel de Ville de Châteaubriant.
- 10 h : Cérémonie de la Blisière.
- 14 h : Départ du cortège, place du Général de Gaulle.
- 14 h 45 : Cérémonie dans la Carrière des fusillés.

EVOCATION

« DANS LES PAS DE LA RÉPUBLIQUE
ET DE LA LIBERTÉ »

Texte et poème de Jacques GAUCHERON
Mise en scène de Pierre-Adrien DELAYRE
avec le chorale de Poitiers « Chantons la Liberté »
et Isabelle AUBRET



Isabelle AUBRET.

ALLOCUTIONS

- M. Claude ROCHAT, membre du Bureau National de l'Association des Anciens Combattants de la Résistance, commandant F.F.I. de l'A.S.M.U.R. en Saône-et-Loire, sous-préfet à la Libération.
- M. Maxime GREMETZ, député Européen, secrétaire du Comité Central du Parti Communiste Français.

PRÉSIDENTENCE

Fernand GRENIER, président d l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé, ancien ministre, membre honoraire du Parlement, chevalier de la Légion d'Honneur.



Maxime GREMETZ.

MAURICE PICONNIER, ANCIEN INTERNÉ DE CHÂTEAUBRIANT, ÉVADÉ, SE SOUVIENT



D'où venaient-ils ?

Ceux de Châteaubriant :

Ils venaient des grandes luttes contre le chômage et la misère, des grandes grèves de 1936 dont certains avaient été les dirigeants de la lutte antifasciste, du soutien à la République espagnole ;

— ils venaient des grandes joies du Front populaire et de ses promesses de vie meilleure ;

— de la fausse paix de Munich et de la drôle de guerre durant laquelle s'organise la chasse aux communistes et aux progressistes ;

— ils venaient de la résistance naissante.

Qu'écrivaient-ils dans leur dernière lettre, quelques minutes avant d'être fusillés ?

« Nous mourons avec l'espoir que ceux qui resteront auront la liberté et le bien-être ».

Titus Bartoli, 58 ans, instituteur :

« Je meurs avec courage avec l'espoir que mon idéal triomphera », et quand il parle de son idéal, comme tant d'autres, comme Charles de la Vaquerie, 19 ans, c'est à une société plus juste qu'il pense.

Rémi Perrouault, fusillé à la Blisière le 15 décembre 41 :

« Je pense aux millions de jeunes qui demain se tendront des mains fraternelles pour bâtir la société vraie et qui aujourd'hui luttent les uns contre les autres ».

Guy Moquet, 17 ans, une dernière pensée :

« Vous qui restez, soyez dignes de nous, les 27 qui allons mourir ».

Ceux de Châteaubriant et de Nantes sont morts ce 22 octobre 1941 avec le même courage, la même ferveur, la même amour de la France.

DES RÉALITÉS INQUIÉTANTES

Qui aurait pu croire qu'après de tels crimes, 48 ans après, il se trouverait un "Le Pen" pour soutenir que les fours crématoires, le génocide, c'est du "détail".

Un Roques pour soutenir la même thèse à l'Université de Nantes ?

La presse du 25 septembre dernier nous apprend qu'une centaine de militants néonazis se sont réunis dans le château du Corvier à Vouzon dans le Loir-et-Cher. On y enseigne le maniement des explosifs.

Nos camarades fusillés seraient avec nous pour dire :

« Allons-nous laisser faire les nostalgiques du fascisme et de la trahison sans rien dire ? ».

« Des lois existent. Il faut les faire appliquer ».

« Allons-nous laisser bafouer les libertés à travers la "chasse" aux militants syndicaux dans les usines ? ».

Ils seraient avec nous pour exiger plus de justice sociale, des salaires meilleurs quand les profits regorgent.

Ils seraient avec nous pour s'opposer à la loi de programmation militaire qui, en pleine détente, continue d'être dévoreuse de milliards alors qu'il en manque cruellement à l'Education nationale.

Le 48^e anniversaire des fusillades de Châteaubriant et de Nantes reste un temps fort pour la Paix, la justice sociale, les libertés.

Le combat des otages fusillés est toujours d'actualité si nous voulons rester fidèles à leurs dernières pensées.

Maurice PICONNIER.

VENDREDI 20 OCTOBRE, A 17 H 15, CÉRÉMONIE AU MONUMENT AUX MORTS DES 50 OTAGES A NANTES

BATAILLE POUR LE SMIC A 6 500 F ET L'AUGMENTATION DES SALAIRES

Au cours de la conférence de presse, Gilles Bontemps, au nom de la Fédération du P.C.F., devait déclarer notamment :

« De plus en plus nombreux sont ceux qui se rassemblent dans l'action... »

Ils ont d'autant plus raison qu'ils constatent que les profits n'ont jamais été aussi importants. Ils ont en effet triplé depuis 1981 et les valeurs en Bourse ont été multipliées par 5...

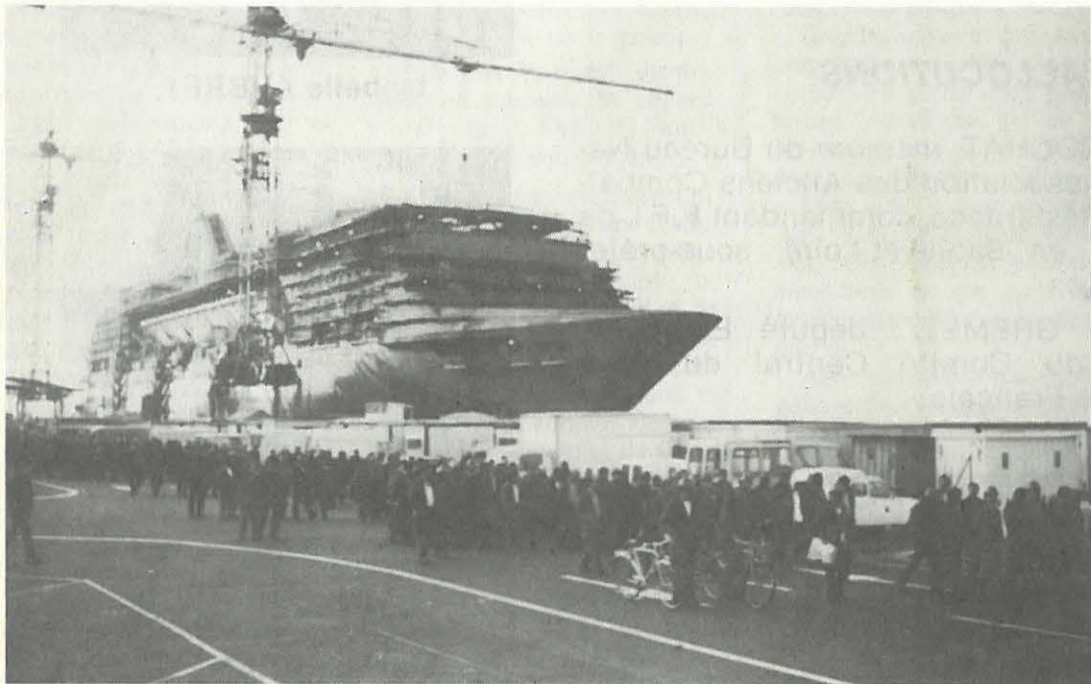
voter la proposition de loi du groupe communiste visant à porter dès maintenant le SMIC à 6 500 F.

Dans ce sens, nous venons d'engager une grande campagne de pétitions en direction du Premier ministre pour exiger qu'il inscrive cette question à l'ordre

du jour du projet de loi sur le SMIC et voter la proposition communiste.

Laurent Fabius affirme qu'« un rééquilibrage au profit des revenus du travail est devenu indispensable ».

Eh bien encore chiche.



Les travailleurs de la Navale débrayent, ils veulent 1 500 F d'augmentation.

Le Parti Communiste Français apporte donc son soutien sans réserve aux salariés des Chantiers en lutte pour 1 500 F d'augmentation par mois et pour la défense du statut, à ceux d'EDF qui revendiquent 1 000 F d'augmentation et la défense du statut, aux salariés des impôts, de l'INSEE, aux cheminots, à ceux de la SEMITAN, aux infirmières et aux personnels hospitaliers, à ceux de chez Clergeau, des PTT, en lutte pour les salaires, contre le démantèlement du service public, la mise en cause du rapport Prévot...

Une majorité de gauche existe à l'Assemblée Nationale qui peut

du jour de la présente cession parlementaire.

Les communistes vont donc vers l'ensemble des salariés du département pour porter cette exigence au niveau nécessaire pour qu'elle aboutisse dans l'intérêt de tous...

Jean Poperen dit qu'il faut « examiner la croissance, les gains de productivité et déterminer ce qui, selon sa propre expression, pourrait notamment se traduire sur les feuilles de paie ».

Eh bien, nous disons chiche.

Le député Jean-Marc Ayrault doit donc exiger la mise à l'ordre

Le député Jacques Floch doit donc lui aussi faire entendre la même exigence et voter lui aussi le projet de loi du SMIC à 6 500 F.

A la députée Marie-Madeleine Dieulangard qui a pris l'habitude de s'adresser à différents ministres, nous disons chiche.

Elle doit exiger de son ami Rocard l'inscription à l'ordre du jour immédiat du projet de loi et voter le SMIC à 6 500 F.

Avec les salariés nous ferons le clair sur les différents comportements et nous exigeons : pas de discours ou de faux semblants, des actes et des actes précis.

VOTRE CLÉ DES CHAMPS

AVANT DE CHANGER DE

Statistiquement, on revend la plupart des voitures lorsqu'elles ont trois ans, et elles vont en moyenne à la ferraille au bout de huit à dix ans et après 130 000 à 150 000 km (encore selon la puissance et la marque).

Donc, si votre voiture a par exemple cinq ans et 60 000 km (usage familial), si vous jugez qu'elle consomme trop d'huile, qu'elle a besoin d'une nouvelle batterie et d'un nouveau jeu de pneus, que se décèlent ça et là quelques « bruits », vous avez sans doute intérêt à envisager de vous en séparer.

Cela n'est cependant pas

absolu, car au moins connaissez-vous mieux votre voiture que celle que vous allez acquérir. Aussi, les spécialistes vous soumettent-ils ces quelques réflexions :

— Le coût de l'entretien de votre voiture dépasse-t-il ce que vous pouvez raisonnablement lui consacrer ?

— A-t-elle besoin de réparations importantes pouvant atteindre ou dépasser le quart de sa valeur actuelle ?

— Répond-elle toujours à vos besoins réels ?

— Avez-vous des doutes sur la sécurité qu'elle offre, même si vous la faites régulièrement vérifier ?

Si vous ré l'une de ces plus forte ra alors n'hésitez de chan

LE PRIX

Les princ dépenses so

L'ASSURASS obligatoir l'incendie, que l'assur gers et les collision » et Les tarifs va de l'assuré, cile, ses anté et la puissan

FIAT

Dernière née de la grande firme italienne, la Fiat Tipo est une traction avant avec moteur disposé transversalement, suspension à 4 roues indépendantes conciliant à merveille les exigences du confort et de la tenue de route, boîte 5 vitesses entièrement nouvelle, freinage puissant, Cx de 0,31, silence de marche : le plaisir ressenti lors de la prise en main est immédiat. Aux modèles 1400, 1600, et Diesel 1700, s'ajoute un fabuleux Turbo Diesel. Robots de l'ultime génération, automatisation à un degré jamais atteint en Europe, contrôles ultra-sévères, elle a bénéficié d'un outil technologique exceptionnel qui en fait une voiture hors des normes habituelles.

Véritable « géante » dans sa catégorie, pour une longueur de pare-choc à pare-choc égale à 3,96 m tout juste, la Fiat Tipo doit à sa ligne innovatrice un espace habitable sans égal. Et un coffre d'une générosité insoupçonnée.

LADA

La Samara tient ses promesses, avec un habitacle spacieux, une ligne élégante. Ce qui ne l'empêche pas d'être dotée en série d'équipements très complets : sièges avant réglables en profondeur et un inclinasion, appuis-tête réglables, banquette arrière rabattable, glace arrière dégivrante, lave-essuie glace arrière, lave-essuie phares, 2 rétroviseurs réglables de l'intérieur, feux de brouillard arrière...

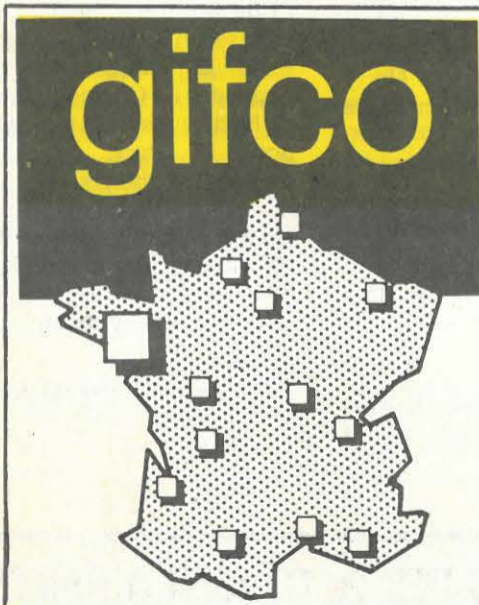
Elle existe en 3 et 5 portes, traction avant, boîte 5 vitesses. La dernière née est la « Samara S », avec tous les raffinements d'une sportive.

LANCIA

La DEDRA, nouvelle voiture destinée à remplacer la Prisma, ne sera commercialisée sur notre marché que dans quelques mois. Il s'agit d'une « trois volumes » de taille moyenne (4,34 mètres de long), offrant une bonne habitabi-

lité et c rain les et autre plus à devanc lement importat matière ment p seront semnt la vent les Pri catalog

PEU Dern prestig attendé estival en trois sées : 4 d'un m DIN, et 1905 cr papes, béréme la tra offrant



GIFCO : Un groupe de sociétés représentées sur toute la France. Des équipes de professionnels connaissant le marché public, ses décideurs et leurs impératifs. GIFCO : le partenaire indispensable pour une conception moderne de la gestion des collectivités.

Dans notre région :

BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

92, rue Carnot
56100 Lorient
Tel. : 97.21.65.71



LADA SAMARA. LA VOITURE QUI PASSE PLUS TEMPS CHEZ LE COIFFEUR QUE CHEZ LE DOCTEUR

Conçue pour résister à toutes les épreuves, la Lada Samara (7 versions en 3 ou 5 portes) vous posera, ainsi qu'à votre garagiste, plus souvent un problème de lavage qu'un problème tout court. Ce dernier ne pourra même pas vous proposer d'y installer deux rétroviseurs réglables de l'intérieur, des lave-essuie-phares, une glace arrière dégivrante ou encore un lave-essuie-glace, nous y avons déjà pensé. En fait, à chaque rendez-vous, en attendant que son coiffeur ait fini de la shampooiner, vous n'aurez qu'à patienter en choisissant une des 5 vraies places pour vous y asseoir et peut-être que sensible au grand espace intérieur, vous irez même jusqu'à vous allonger. A moins que vous ne préfériez l'intimité du grand coffre arrière.

Modèle présenté : nouvelle Lada Samara 1300 - 3 P. - 47 845 F. Prix cités en main au 08/09/89 A.M. 90 (hors frais d'immatriculation). Réseau Poch - 300 concessionnaires et agents en France. Garantie réseau Poch Assistance avec A.M.I. Poch S.A. 10, bd des Martyrs de Châteaubriant - 95103 Argenteuil. Tél. : 16 (1) 34.11.44.44

LADA. UNE MARQUE A TOUTE EPREUVE.

ST-HERBLAIN AUTOMOBILES - Votre conc
pour NANTES - SAINT-HERBLAIN
Route de Saint-Etienne-de-Montluc (face FRIGÈRE) - Tél.

L'AUTO

LA VOITURE...

pondez « oui » à Une assurance tous risques (la plus chère) représente 20 à 25 % du prix d'achat neuf par an.

LA DÉPRÉCIATION ANNUELLE.

Les automobiles perdent environ 15 % de leur valeur chaque année. Mais selon les modèles, les dépréciations sont plus ou moins grandes. La revue « Argus » qui fait autorité estime que cette perte de la revente représente même 25 à 35 % la première année, 40 à 45 % la suivante, pour atteindre 80 % cinq ans après l'achat. Il est à noter que ce sont les voitures les plus luxueuses qui se déprécient davantage.

LA DÉPRÉCIATION ANNUELLE. Les automobiles perdent environ 15 % de leur valeur chaque année. Mais selon les modèles, les dépréciations sont plus ou moins grandes. La revue « Argus » qui fait autorité estime que cette perte de la revente représente même 25 à 35 % la première année, 40 à 45 % la suivante, pour atteindre 80 % cinq ans après l'achat. Il est à noter que ce sont les voitures les plus luxueuses qui se déprécient davantage.

LANCIA DEDRA

2.0 i.e., 1.8 i.e., 1.6 i.e., 2.0 turbo ds

La Dedra affiche de grandes ambitions.



EUROPA MOTORS

Route de Vannes - 44800 Saint-Herblain - Nantes
Tél. 40.63.70.11

LA DEDRA, EN EXCLUSIVITÉ
AU SALON AUTO-MOTO
LA BEAUJOIRE - DU 19 AU 23/10

qui va affronter sur ce ter- Peugeot 405, Renault 21 et Citroën BX. Beaucoup de confort et de sécurité, la Dedra se veut également luxueuse et un effort a été accompli en matière de finition et d'équipement. Certaines versions sont équipées de l'amortissement électronique. En attendant de la Dedra en France, les clients figurent encore au nombre de sept versions.

PEUGEOT

ère née, saluons la 605, la plus récente haut de gamme. En attendant, rappelons le succès de la 405 équipée en 4X4, les nouvelles versions baptisées 405 GR X4 et SR X4, dotées d'un volume de 1905 cm³, 110 ch et 405 MI 16 X4 d'un moteur 16 mais à injection 16 sou- 160 ch. Peugeot opte de- l'ant pour la permanence de la mission intégrale en faveur du conducteur le choix

entre deux types d'intégrales permanentes : l'une « Tout temps » associée aux versions GR et SR, l'autre dénommée « haute capacité routière », proposée sur la MI 16. De belles performances, et notamment une remarquable tenue de route.

RENAULT

Encore une nouvelle 21, en 5 portes : nouvelle ligne, nouvel intérieur, performance accrue, 15 versions en quatre niveaux d'équipement. C'est ainsi 47 versions de Renault 21 offertes au

AMIS LECTEURS,

Accordez votre confiance aux annonceurs de notre journal. Faites-leur savoir que vous venez de la part de celui-ci. Même pour un renseignement, ils vous réserveront toujours le meilleur accueil.

choix du public. Mais ce nouveau fleuron de la Régie ne porte aucune ombre à la R 19 toujours en vedette : un CX record de 0,30 sur la version TR, une panoplie de motorisations puissantes de 60 à 92 ch DIN (de 43 à 66,5 kW ISO) dont le nouveau moteur Energy sur les versions TS, GTS et TSE : souple, vif en reprise comme en accélérations, silencieux ; aussi performant (173 km/h sur circuit) que sobre (5,1 l à 90 km/h, 6,61 à 120 km/h, 7,9 l en ville). A l'intérieur... La Renault 19 possède une habitabilité inhabituelle dans sa catégorie. D'une longueur totale de 4,15 m, elle offre une longueur habitable de 1,82 m et une largeur aux « coudes » de 1,44 m. Grande capacité d'accueil, portes autoclaves, vitres semi-affleurantes pour un plus grand silence.

SEAT

Depuis sa création en 1953, SEAT s'est élevé au rang des grands constructeurs européens, avec plus de cinq millions de véhicules vendus dans le monde entier et 2 500 points de vente en Europe. SEAT présente trois modèles de base, tous équipés

du moteur « Système Porsche ». En bas de gamme, la Marbella (850 cc et 903 cc). Au centre, l'Ibiza, en 3 et 5 portes, modèle compact à la ligne sportive et élégante, en 1200 cc et 1500 cc, plus un diesel 1700 cc. Elle accueille confortablement cinq

personnes, avec des sièges arrière rabattables qui donne un coffre de 1 200 dm³. La Malaga est un « trois volumes » de grande classe disponible en versions 1500 cc et 1200 cc, et qui allie harmonieusement un luxe intérieur à des performances sportives.

LEMETAYER-AUTOS

CROIX-BONNEAU, Boulevard ROMANET - 44100 NANTES - Tél. 40.46.40.64



CHOIX DE 100 VEHICULES REVISES TOUTES MARQUES - GARANTIE, CREDIT, REPRISE

OCCASIONS RÉCENTES

VOUS AVEZ RENDEZ-VOUS AVEC LES NOUVELLES RENAULT

Renault 19
Le goût de la force.

Les performances associées à l'économie.



Renault 19 Chamade
L'alternative berline.



SUCCESSALE RENAULT NANTES Route de VANNES - SAINT-HERBLAIN
Tél. 40. 67.27.27



DE JUR.

A partir de 9990F

DA réseau pocht

essionnaire

0.94.87.28

Nous gardons nos pompiers



Le maire de Saint-Nazaire veut supprimer le centre de secours de la Bouletterie et le réintégrer à la caserne du Dolmen.

A l'initiative de la cellule de la Bouletterie à laquelle se sont joints l'U.L. C.G.T. et le mouvement Emgann, les habitants du quartier ont exigé devant le centre de la Bouletterie :

« Le maintien du centre de secours avec des effectifs suffisants ».

La fermeture du centre porterait à 15 mn la moindre intervention à partir du Dolmen.

Il faut signaler que le 1/3 des interventions se fait sur les quartiers Ouest.

Dans une motion, ils ont rappelé « la diversité des interventions des pompiers, ascenseurs bloqués, fuites d'eau, accidents de la circulation, feux de caves, etc., soulignant également la promptitude des pompiers ainsi que leur courtoisie, sans oublier le rôle de prévention qu'ils font tous les jours avec la population sur le quartier ».

La population du quartier trouve scandaleux la prise d'une telle décision qui concerne 20 000 habitants. « Nous n'avons déjà pas grand chose dans ce quartier, disent-ils, maintenant on nous enlève le principal, la sécurité et le rôle irremplaçable joué par les pompiers ».

« Par l'action, nous garderons nos pompiers dans le quartier », ont-ils ajouté avant de se séparer.

L'HÔPITAL EN DANGER

Déclaration de Michel MOREAU, Adjoint au Maire, au nom du Groupe des Elus Communistes de Nantes

L'hôpital public est en danger : les problèmes portés à la connaissance du public par le mouvement des infirmières l'automne dernier demeurent.

Il y a urgence à apporter de vraies solutions car on a assisté ces derniers mois à une aggravation considérable de la situation.

Les bas salaires, la mobilité et la flexibilité à outrance, les sous-effectifs, aboutissent à des conditions de travail insupportables et mettent en péril la qualité des soins et la sécurité des malades.

La réponse du gouvernement qui refuse de renégocier l'ensemble du dossier est intolérable : elle est le reflet d'une volonté politique générale dans le

domaine de la santé : transformer l'hôpital en une entreprise rentable.

Cette stratégie est désastreuse tant pour l'hôpital que pour ses personnels et les assurés sociaux. Les infirmières, l'ensemble des personnels hospitaliers ne veulent pas de cette politique d'austérité, ils ont raison. Satisfaire leurs revendications, c'est relancer dans notre pays une grande politique de santé, ambitieuse, moderne, digne de notre époque.

Oui l'hôpital public a besoin de personnels qualifiés en nombre suffisant, reconnus comme tels, c'est-à-dire bien payés et responsabilisés.

Nantes, le 11 octobre 1989.

A821 - PAS DE PÉAGE EXIGENT LES ÉLUS COMMUNISTES AU SIMAN

Les élus communistes du SIMAN tiennent à réaffirmer leur opposition résolue au péage sur l'autoroute d'évitement Nord A821.

Cette opposition concerne plus généralement le principe même de l'implantation de péages sur les autoroutes urbaines.

De ce point de vue, les élus communistes se félicitent que le SIMAN ait confirmé son hostilité à ces nouveaux "octrois".

L'échangeur de Vieilleville, avec ces barrières, serait le type même d'investissements inutiles. En renonçant à ces ouvrages, la

société Cofiroute réaliserait d'ailleurs une économie substantielle.

Le SIMAN, c'est-à-dire les collectivités locales de la région nantaise, sollicité pour financer en partie l'ouvrage d'installation des péages, pourrait consacrer ces moyens à la réalisation de l'A821, dans le cadre d'une convention entre toutes les parties concernées.

Cette solution que nous proposons, l'abandon pur et simple du projet de péage a le mérite de la cohérence. Elle est d'ailleurs conforme aux intérêts des habitants de Carquefou, à leur sécurité et à leur environnement.

L'implantation de ce péage serait, selon nous, une injustice, un archaïsme et une atteinte à la qualité de la vie et de la population.

C'est la raison pour laquelle nous sommes, et nous resterons résolument opposés à ce projet.

Nouvelle progression de la C.G.T. à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Saint-Nazaire

Le scrutin du 5 octobre confirme et amplifie la progression de la CGT, constante depuis 1986 : + 15 voix et + 6,24 % sur 1988, + 54 voix et + 18,87 % par rapport à 1986.

La CGT devient cette année la première organisation syndicale à la Caisse, avec 49,53 % des voix.

Et à la S.N.C.F.

La CGT retrouve la majorité absolue au Comité d'Établissement des cinq départements des Pays de Loire, des Deux-Sèvres et de la Charente-Maritime.

La CGT interprète ces résultats comme un échec de la direction « dans sa volonté de détourner les revendications des cheminots par un simulacre de concertation ».

Non à la fermeture de la conserverie de Pornic

Au Conseil municipal de Pornic, A. Guénédal s'oppose à la fermeture de la dernière conserverie de la région.

Ainsi, la société américaine « Star-Kist » a décidé la fermeture de sa filiale, la conserverie « Paulet » de Pornic, pour investir au Portugal.

Le conseiller municipal communiste apporte son soutien au personnel en lutte avec le syndicat CGT. Dans son intervention au Conseil, A. Guénédal condamne le marché unique européen et appelle la population à soutenir l'action des salariés de « Paulet ».

Du 19 au 23 octobre à la Beaujoire : Salon de l'Automobile, de la Moto et du Caravaning

Pour la deuxième fois, Nantes accueille le Salon Auto-Moto. L'événement majeur en soi, cette nouvelle édition promet encore de bons moments. Ce Salon se déroule du jeudi 19 au lundi 23 octobre. Il est en passe aujourd'hui de s'imposer comme un grand salon régional, et prend désormais place dans les nouvelles structures du Parc des Expositions, au rythme d'une manifestation tous les deux ans, en alternance avec son grand frère, le Salon de Paris.

Quelque 130 exposants (autos - motos - caravanes - camping-car et accessoires, etc...) se partagent 30 000 m² d'exposition, dont 25 000 m² couverts.

Salon spécialisé grand public, le Salon Auto-Moto 89 poursuit un double objectif :

— offrir un panorama complet des nouveaux modèles, service et technologie en un seul lieu ;

— montrer le dynamisme des professionnels liés au secteur de l'automobile.

Il attend quelque 45 000 visiteurs. Outre les modèles exposés, ce Salon propose en permanence de nombreuses animations.

Sur "deux roues"...

Prenez une demi-douzaine de Harley, des Dirt Tracks, des sportives comme les Ducati, des routières

comme les Cagiva, des Husquarna pour les fans des Enduros, des trails Morini pour les exaltés, des occasions de toutes marques pour passionnés, des sides pour se différencier, des clubs régionaux pour se renseigner, des venues de pilotes internationaux (Team Gauloises Blondes Yamaha) comme Christian Sarron ou Jean-Philippe Ruggia. Et de ce mélange détonnant, apparaît le panorama du Salon Moto de Nantes.

Rallye de véhicules anciens

Le samedi 21 octobre, avec le concours de Radio-Nostalgie, un grand rallye de véhicules de collection (100 participants) vous emmènera du Sud-Loire vers le Parc de la Beaujoire via l'agglomération nantaise pour retrouver, dans le cadre du Salon Auto-Moto, la section Rétro-Prestige.

Celle-ci, regroupant plus de 20 associations ou clubs sur une surface de 4 500 m², au Niveau Rivière du Grand-Palais, vous fera découvrir un monde de merveille et de passion : 100 voitures anciennes, 35 motos anciennes et 12 vélos d'avant 1900.

Piste d'éducation à la conduite sportive...

Depuis 1986, la Fédération des Clubs Motocyclistes de la Police nationale exploite une piste d'éducation à la conduite sportive réservée aux jeunes

cyclistes et cyclomotoristes de 10 à 17 ans. Près de 30 manifestations ont déjà eu lieu en région parisienne et en province.

Une finale réunira à Nantes, au Parc des Expositions de la Beaujoire, tous les sélectionnés de 1989, au cours du Salon Auto-Moto. Cette piste sera présente sur cette manifestation du 18 au 23 octobre 1989, terrasse M.

Avec Sarron et Ruggia

Sur tous les circuits du monde, le bleu des motos gauloises blondes Yamaha a toujours provoqué l'admiration du public. Le Team Gauloises Blondes présent toute la durée du Salon vous proposera des animations chaque jour.

Le samedi 21 octobre, Christian Sarron et Jean-Philippe Ruggia seront parmi vous pour vous offrir leurs posters dédiés et de nombreux cadeaux.

Citons aussi un circuit "géant" (6 m x 3 m) pour mini-voitures, avec la collaboration d'Europe 2.

★ Entrée public : 25 F. — Gratuit aux enfants de moins de 10 ans.

★ Du jeudi 19 octobre, 14 h, au lundi 23 octobre, 20 h. Horaires : 10 h - 20 h.



18-19 NOVEMBRE

Fête de la Section de NANTES du P.C.F.

avec la participation de

Jean-Claude GAYSSOT

Secrétaire du Comité Central du P.C.F.

11-12 NOVEMBRE

FÊTE DES LIBERTÉS Section de St-Nazaire du PCF

Salle J.-Brel au Petit-Maroc

Association France-Tchécoslovaquie et Loisirs et Solidarité Retraités

présentent

L'Ensemble musical folklorique MORAVE (Tchécoslovaquie)

SLOVÁCKO

le mercredi 25 octobre 1989 à 21 heures

Maison du Peuple - St-Nazaire

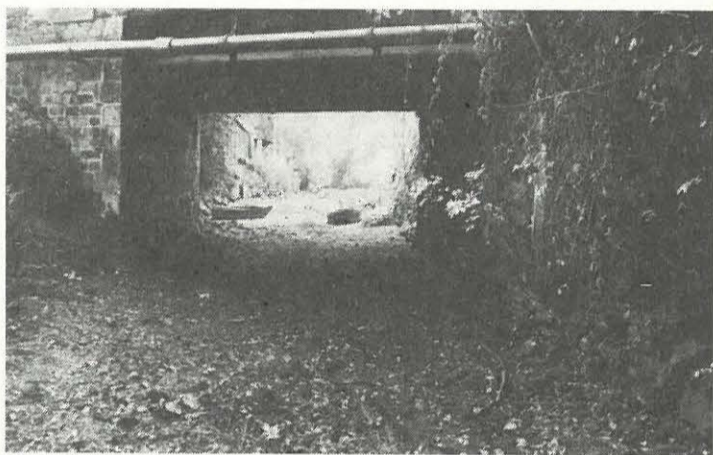
Prix des places : 50,00 F (40,00 F pour les adhérents). Gratuité pour les enfants jusqu'à 8 ans. 1/2 tarif jusqu'à 15 ans.

A partir de 16 h, dans le hall de la Maison du Peuple, Vente-Exposition de l'Association France-Tchécoslovaquie, folkloriques Tchèques ou Slovaques. Cristaux, grenats, etc...

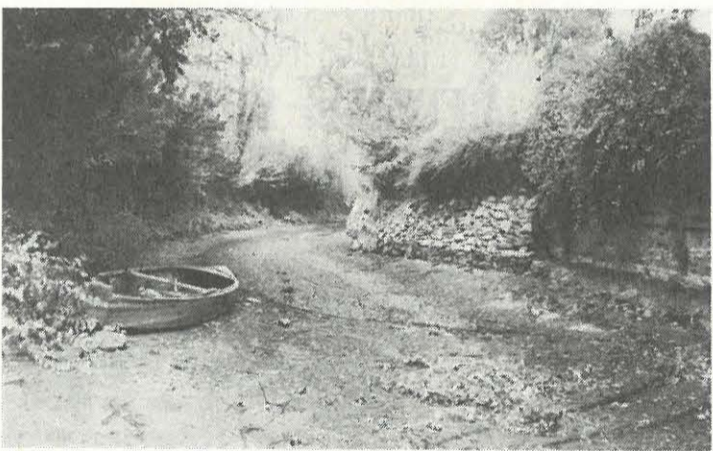
QUELQUES IMAGES DE LA SÉCHERESSE EN BRIÈRE QUI SE PASSE DE TOUS COMMENTAIRES



LA CHAUSSÉE DU MILLAUD



LE PONT DU MILLAUD



LE MILLAUD - VERS LA RINAIS

ST-JOACHIM, CAPITALE DE LA BRIÈRE, DOIT ACCUEILLIR LE CENTRE ADMINISTRATIF DU PARC

Le Bureau du Parc de Brière envisage de construire son centre administratif hors de la commune de Saint-Joachim.

Marc Justy et son Conseil municipal ne sont pas de cet avis. Ils font valoir que la commune de Saint-Joachim dispose d'un terrain pour cette construction. Ils s'étonnent que « les efforts du Parc se sont portés sur les communes de la périphérie de la Brière et non sur la commune qui en est le cœur ».

Pour eux, les instances du Parc accordent peu de considérations à la commune de Saint-Joachim.

C'est ce que ressent la population, ajoutent-ils.

Aussi, le Conseil municipal, réuni le 19 septembre 1989, souligne avec force auprès du Bureau du Parc que le fait de construire le Centre administratif à Saint-Joachim serait un des moyens de réconcilier la population avec les structures du Parc dont l'image est passablement détériorée à ses yeux.

MARC JUSTY AU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Le 3 octobre, Marc Justy, maire de St-Joachim, président de l'Association des Elus Communistes et Républicains, s'est rendu au Ministère de l'Environnement, accompagné de Maurice Rocher, syndic de Brière. Ils ont été reçus par M. Letourneux, directeur de la Protection de la Nature.

C'est à la suite d'une demande de Marc Justy près de Brice Lalonde que cette entrevue a eu lieu. Elle avait pour objet le report de l'ouverture de la chasse au gibier d'eau, la protestation contre les directives de

Bruxelles prises en 1979 et la protection des zones humides.

Pour notre département, les faits ont prouvé que le report de l'ouverture de la chasse ne se justifiait pas, la période de sécheresse, le bas niveau des eaux ont aggravé la situation.

Marc Justy rappelait ensuite notre opposition à l'acte unique européen, et à l'application à la France de la directive de Bruxelles qui ne vise qu'à porter atteinte à la chasse populaire, à la française.

M. Letourneux se justifie de n'avoir pas suivi les propo-

sitions faites par les organismes et associations consultés en Loire-Atlantique afin de ne pas prendre le risque d'être à nouveau condamné par les tribunaux et le Conseil d'Etat.

C'est là l'aveu qu'en haut lieu on préfère mettre en cause la représentativité des associations françaises et des élus plutôt que de prendre le risque de déplaire à Bruxelles, quel aveu !

Sur les zones humides, M. Letourneux a reconnu qu'il fallait tout faire pour les protéger, comme le lui demandait Marc Justy.

UNE SECONDE RÉSERVE EN BRIÈRE : ÇA DÉMARRE

Samedi dernier, une délégation de la Commission Syndicale de Grande Brière et du groupe de travail mixte du Parc a visité les travaux effectués vers la mare aux plies et des carrois de Cuneix aux îles Jaquettes.

Jean-René Teillant et Gaston Philippe y participaient.

Le 10 octobre, une nouvelle réunion avait lieu avec des scientifiques pour décider enfin d'une nouvelle réserve au nord de la Brière, entre le canal de Camerun et le charreau de Pendille.

Il s'agit de mettre à profit la période de sécheresse pour effectuer les premiers travaux, c'est-à-dire, aménager un plan d'eau et ses abords. Ce plan d'eau sera à la fois réserve d'oiseaux et de poissons. Pêcheurs et chasseurs

avaient fait des propositions d'aménagement. Un débat intéressant s'est instauré et un accord unanime, y compris les éleveurs, s'est réalisé pour commencer les travaux.

Les élus communistes se félicitent de cet accord, abou-tissement d'une longue bataille. C'est aussi la preuve que beaucoup d'intérêts communs existent chez les usagers de Brière, attachés à la défense de l'environnement.

La Commission s'est aussi inquiétée de l'importance des incendies, en particulier dans les marais privés autour des villages.

Pour prévenir de tels risques, la meilleure protection est, de l'avis des communistes, de débroussailler le pourtour des marais et de la Brière

afin d'en établir des pare-feu, d'entretenir curées, canaux et fossés, d'éliminer les dépôts sauvages, et ainsi donner encore une image plus agréable aux usagers et aux promeneurs ; et surtout de ne pas évacuer sans discernement l'eau au printemps.

Noyer la Brière, comme le proposaient certains, serait un remède pire que le mal. Ce serait un coup fatal à la faune piscicole déjà bien éprouvée. « Ce serait détruire un milieu que vous vous efforcez de protéger », devait dire le professeur Constant.

Inonder la Brière ne réglerait rien au problème des incendies. Il est important que cette idée ait prévalu lors de la réunion qui s'est tenue à la sous-préfecture de Saint-Nazaire.

AMÉNAGER LA LOIRE ?

Ni Loire sauvage, ni Loire canalisée, la période de sécheresse que nous venons de traverser et qui sévit encore devrait faire réfléchir sur la nécessité d'une Loire aménagée. Après des crues importantes, nous assistons à un étiage catastrophique. Des poissons meurent par milliers dans le fleuve et dans les zones humides qui l'entourent.

Le faible débit de la Loire favorise et accélère la remontée du bassin de marais, la salinité s'accroît, compromettant l'alimentation en eau des hommes et des animaux ; il a fallu accélérer les travaux

pour la remontée de la prise d'eau en Loire de Nantes à Mauves, pour combien de temps ?

Aujourd'hui, l'homme possède les moyens de mieux maîtriser le régime des eaux, éviter les gâchis des crues avec des bassins écrêteurs, il est possible de soutenir les niveaux en période d'étiage. C'est le schéma de l'aménagement intégré.

La protection de l'environnement, ce n'est pas la Loire sauvage, avec le risque d'un fleuve qui emporte tout sur son passage. Ecologistes, les

communistes, en même temps qu'ils demandaient l'aménagement de la Loire, exigeaient une étude d'impact la plus poussée possible.

Aujourd'hui, l'étude est faite. Elle ne doit pas rester au fond d'un tiroir ou être réservée à quelques spécialistes. Elle doit être portée à la connaissance du plus grand nombre et subir le feu de la critique.

L'aménagement intégré de la Loire doit se faire dans les meilleures conditions. Pour cela il faut aussi des moyens financiers, et l'Etat ne peut continuer à se désengager sur le dos des collectivités locales.

LIBERTÉS SYNDICALES VICTOIRE A CORDEMAIS ET AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

• Le Conseil des Prud'hommes de Nantes a ordonné la réintégration des deux militants CGT, Roland Stankiewicz et François Demoulin, injustement mis à pied par la direction de l'EDF de Cordemais. En Outre, la direction devra leur verser respectivement 2 301 F et 2 076 F.

• Le Tribunal des Référés de Saint-Nazaire a débouté la direction des Chantiers de l'Atlantique qui avait assigné dix militants, suite aux actions revendicatives qui se déroulent aux Chantiers.

INTERVENTION DE GUY TEXIER AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA RÉGION SUR LES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

« A la lecture du rapport et des tableaux annexes sur les prélèvements obligatoires, le groupe CGT tient à faire part de quelques réflexions.

1) Le montant des prélèvements obligatoires est important mais il faut aussi apprécier l'usage de ce qu'il couvre pour le fonctionnement et les investissements de la région et le financement de la protection sociale des salariés, des autres catégories et de leur famille.

Selon l'OCDE les prélèvements sur les revenus du travail seraient sensiblement accrus alors que, de l'avis même des experts, c'est en France qu'ils sont les plus lourds.

Sur la question des prélèvements sociaux et salaires, les entreprises françaises sont plutôt bien placées. Elles arrivent en 9^e position derrière la RFA, les Pays-Bas, le Japon, le Danemark, la Belgique, l'Italie et les USA.

par le ministre des Finances concernant la TVA dans le Budget de 1990, sur la dotation globale de fonctionnement des Collectivités territoriales vont aggraver les équilibres budgétaires dus aux charges croissantes nées de la décentralisation et qui conduiront à une augmentation des impôts locaux.

La pression fiscale est insupportable pour les ménages, en plus elle conduit à l'aggravation de la situation



2) Le poids de l'impôt sur les ménages devient de plus en plus insupportable et aura été multiplié par cinq de 1984 à 1990.

3) Si les statistiques font apparaître une baisse du nombre des foyers fiscaux, nous ne nous réjouissons pas. Cela traduit un appauvrissement des foyers...

4) De 1984 à 1988, la région des Pays de Loire est passée du 16^e rang au 9^e pour ce qui concerne le poids de la pression fiscale par habitant...

Cette situation explique bien le mécontentement profond qui grandit chez les salariés qui réclament en particulier 1 500 F et le SMIC à 6 500 F....

Dans le même temps, nous constatons que les prélèvements sociaux ont augmenté de 71,06 % sur les revenus salariés de 1977 à 1989 et diminués pour la même période de 4,47 % pour les cotisations payées par les entreprises.

Le projet de budget de l'Etat 1990 fait à nouveau apparaître un désengagement sur ce qui relève de sa responsabilité, en particulier dans le domaine de l'enseignement et des personnes âgées.

Ce même projet de budget consacre des sommes énormes à l'armement...

Les réformes annoncées

économique et sociale, elle affecte le fonctionnement des collectivités territoriales et l'équilibre des organismes de protection sociale pour la perte de ressources fiscales et de cotisations.

Le groupe CGT estime qu'au bout de la cinquième édition de l'étude sur les prélèvements obligatoires, la réflexion devrait aller au-delà et pourquoi pas réfléchir à partir de la région de quelles réformes de la fiscalité notre pays a besoin.

La décentralisation doit conduire à réfléchir sur la responsabilité des régions, à agir et non pas à continuer de subir sans réagir.

ALSTHOM PEUT PAYER

Les travailleurs de la Navale sont en lutte. Le tableau ci-joint montre que les patrons peuvent satisfaire leurs revendications.

Années	Bénéfice net Alsthom	Bénéfice distribué aux actionnaires	Participation des salariés aux bénéfices
1980	125,2 MF	68,4 MF	36,7 MF
1981	210,0 MF	91,2 MF	41,4 MF
1982	249,9 MF	143,7 MF	45,5 MF
1983	261,1 MF	173,1 MF	11,5 MF
1984	270,3 MF	172,2 MF	0,0 MF
1985	273,0 MF	240,6 MF	5,1 MF
1986	275,5 MF	275,4 MF	0,0 MF
1987	295,1 MF	285,0 MF	0,0 MF
1988	311,0 MF	300,0 MF	0,0 MF

Bénéfice multiplié par 2,5, les actions par 5 et la participation des salariés qui tombe à zéro.

Solidarité avec les salariés de la Navale

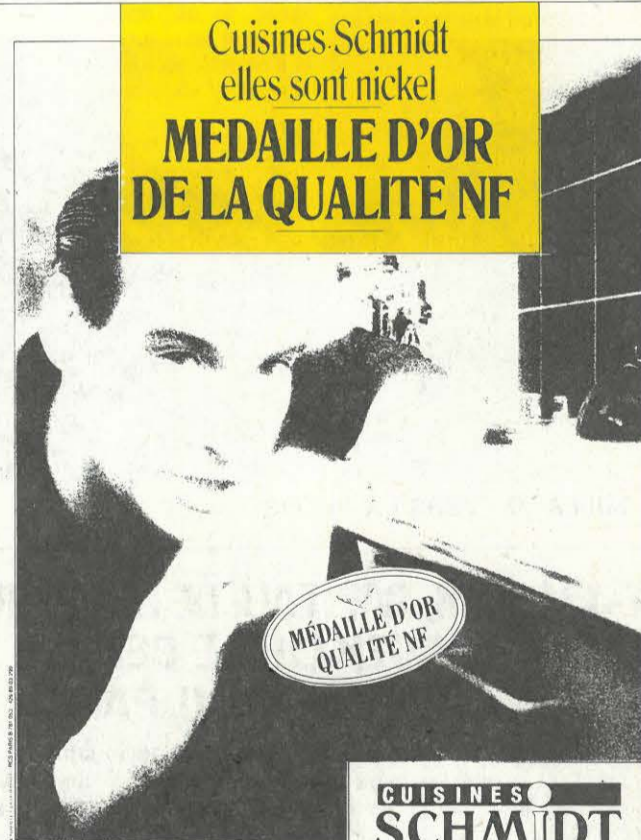
Marc Justy, président de l'Association des Elus Communistes et Républicains de Loire-Atlantique, précise, au nom de l'ensemble des Elus Communistes et Républicains du département, qu'il apporte son soutien à la lutte et aux revendications des travailleurs de la Construction navale.

Hier, les Elus Communistes ont mené la bataille pour défendre l'industrie de la Construction navale.

Aujourd'hui, ils se félicitent des résultats obtenus, mais restent vigilants.

Défendre la Construction navale, c'est aussi satisfaire les légitimes revendications des salariés qui y travaillent ; eux qui sont souvent félicités pour la qualité de leur travail, mais toujours oubliés dans leurs besoins. Il faut donc répondre à leurs exigences de vivre dignement. Il en va aussi de l'intérêt de nos communes et de leur développement.

Cuisines Schmidt
elles sont nickel
**MEDAILLE D'OR
DE LA QUALITE NF**



MÉDAILLE D'OR
QUALITE NF

CUISINES
SCHMIDT

CENTRE CONSEIL

Tél. 40.66.33.64



Alain GREGOIRE

GO CUISINES
48, Bd Victor Hugo SAINT-NAZAIRE

JUSQU'AU BOUT DE L'EXIGENCE